

# ULB-McKinsey : les étudiants appellent à la transparence

L'installation de la société de consultance McKinsey n'en finit pas de faire grincer des dents sur le campus de la Plaine. Le bureau des étudiants administrateurs (BEA) de l'ULB entend « transformer la vague d'indignation en un véritable raz-de-marée ».

L'entreprise souhaiterait financer une partie de la construction d'un bâtiment en échange de quoi l'ULB accepterait de lui louer. Des étudiants se sont réunis lundi en parallèle d'un Conseil d'administration de l'université, qui abordait la question.

Le BEA dénonce le manque de transparence dans lequel s'est fait le deal. « La décision a été confinée au sein d'un CA et il a été demandé à un étudiant-administrateur de ne pas communiquer l'information », indique un de ses membres.

Les étudiants questionnent également

« la vision de l'enseignement de McKinsey ». De son côté, l'ULB insiste : il s'agit bien de « négocier un deal immobilier, pas les aspects d'enseignement et de recherche ». ■

## ULB-McKinsey : les étudiants dénoncent l'absence de transparence

BRUXELLES La société de consultance veut installer ses bureaux sur le campus

- McKinsey propose de construire un bâtiment sur le site de l'ULB.
- La société en payera la location pour y installer son siège belge.
- À l'ULB, certains craignent les ingérences.

Comme nous l'annoncions la semaine dernière (*Le Soir*, mercredi 12 octobre), la société de consultance McKinsey souhaite réunir ses bureaux belges sur le campus de la Plaine. La société s'installerait dans un bâtiment encore à construire sur les terres de l'ULB.

L'entreprise financerait une partie de la construction de ce bâtiment en échange de quoi l'ULB accepterait de lui louer. Le bureau des étudiants administrateurs (BEA) avait déjà fait part la semaine dernière de ses interrogations quant à ce partenariat. Ce lundi, il avait invité les étudiants à se réunir au moment du Conseil d'administration durant lequel la question du partenariat allait être étudiée.

Selon le BEA, 60 à 90 étudiants ont répondu présents (une quarantaine selon Nicolas Dassonville, porte-parole de l'ULB). « Le but était de rassembler les étudiants et le personnel pour proposer des discussions et voir ce qu'on peut avancer, explique

Grégoire Ranson, membre du BEA. *Nous sommes plutôt contents du nombre de personnes présentes, du type de cercles et d'organisations représentées.* »

Le BEA annonce qu'il y aura « d'autres moments où on va essayer de rassembler les étudiants. L'objectif est de transformer la vague d'indignation en un véritable raz-de-marée ».

Ce que le BEA reproche au partenariat envisagé, c'est « l'absence de transparence et de démocratie au sein des instances de l'ULB. La décision a été confinée au sein d'un CA et il a été demandé à un étudiant-administrateur de ne pas communiquer l'information à son Conseil étudiant. Ensuite, l'ULB dit que le partenariat n'est qu'immobilier mais McKinsey a déclaré sa vision de l'enseignement à diverses reprises. Nous ne sommes pas pour un rejet total de l'entreprise dans l'enseignement mais il y a une différence entre avoir un professeur — provenant d'une entreprise — qui vient donner quelques cours et 3 à 4.000 employés de McKinsey à l'ULB. Au vu de tout cela, nos inquiétudes sont légitimes », estime Grégoire Ranson.

Du côté des instances de l'ULB, on nous confie que le point concernant le partenariat entre McKinsey et l'ULB a bien été abordé au CA d'aujourd'hui.

**« La question est de savoir si l'ULB fait une bonne opération patrimoniale »**

NICOLAS DASSONVILLE, PORTE-PAROLE ULB

« C'était l'occasion de se pencher une première fois dessus à fond car en septembre il n'avait été question que d'annoncer la demande de McKinsey. On avait aujourd'hui davantage d'informations. Le CA a choisi de donner son accord pour entamer les négociations. Cela ne veut pas encore dire que McKinsey va venir mais on ouvre les négociations pour voir si c'est faisable, souhaitable... », déclare Nicolas Dassonville, porte-parole de l'ULB.

Quant à la nature du partenariat, le porte-parole de l'ULB insiste sur le fait qu'il s'agit bien de « négocier un deal immobilier, pas les aspects d'enseignement et de recherche. McKinsey n'a pas demandé de s'implanter sur notre campus pour ces raisons ».

Pourtant, au vu de la vision de l'enseignement de McKinsey que l'entreprise a formulée plusieurs fois, on peut penser qu'elle entend bien créer des liens avec les facultés, professeurs, étudiants... « Il faut voir du côté de McKinsey quelles sont leurs intentions mais du côté de l'ULB il y a un terrain sur lequel on ne sait rien faire et pour lequel on n'a ni projet ni financement. La question est de savoir si l'ULB fait une bonne opération patrimoniale. A l'issue du bail, l'ULB reste propriétaire de son bâtiment qui aura été payé par la location », conclut Nicolas Dassonville. ■

VIOLAINE JADOU

### GESTION

#### Conflit d'intérêts

Le président du CA de l'ULB, Pierre Gurdjian, a précédemment travaillé pour McKinsey. Il était directeur de McKinsey Belgium. Dès lors, dans un souci de transparence, il a décidé de faire un pas de côté dans ce dossier. Celui-ci est donc géré par le directeur général de l'ULB. « Ce n'est pas non plus par l'entremise du président du CA que le partenariat est arrivé sur la table », nous précise-t-on du côté de l'ULB.

V. JA.

## Le débat du jour

# L'ULB ne mélange-t-elle pas les genres ?

## Maxime Fontaine

Maxime Fontaine est chercheur en économie à l'ULB. Il travaille sur la sécurité sociale et les politiques d'emploi en Belgique. Sur cette potentielle arrivée de la société McKinsey sur le campus de la Plaine à Bruxelles, il s'exprime en tant que délégué syndical CGSP Enseignement-Recherche.

## « Le sous-financement ne peut excuser le recours au privé »

**M**axime Fontaine voit de façon critique un possible partenariat avec McKinsey.

### Pourquoi ce projet de partenariat entre l'ULB et l'entreprise McKinsey vous inquiète-t-il ?

*Si la présence d'une entreprise privée au sein de l'université nous semble déjà choquante, le choix de McKinsey en particulier est encore plus interpellant. Cette société est en effet connue pour la « qualité » de ses conseils, issus de la pensée néolibérale. Ceux-ci visent à assurer à travers un « enseignement d'excellence » l'employabilité maximale des futurs travailleurs et travailleuses. L'université étant une institution majoritairement financée par les autorités publiques, nous estimons qu'elle doit répondre aux besoins de la société dans son ensemble et non à ceux des entreprises privées : l'université doit créer des cerveaux critiques et non de la main-d'œuvre soumise. Au-delà du fond, les liens entre McKinsey et le président*

*du conseil d'administration de l'ULB sont également préoccupants. Bien que celui-ci ait été écarté des négociations, le président du CA a travaillé pendant trente ans pour McKinsey et a dirigé le bureau belge entre 2005 et 2012. Il est difficile de ne pas être interpellé de cette proximité.*

### Ce projet est-il, selon vous, le signe d'une volonté de conduire autrement l'université, d'appliquer à sa gestion des méthodes managériales ?

*Les liens que tente de créer McKinsey et les autorités de l'ULB relèvent de transformations plus larges du paysage académique, et plus particulièrement de sa marchandisation. Sous couvert de besoins de financement toujours grandissants et de course aux classements internationaux, les autorités universitaires adoptent certaines pratiques du secteur privé. La mise en place en 2013 de la réforme dite « de la gouvernance » à l'ULB s'est ainsi*

*traduite par la création du poste de directeur général et son attribution à un ancien président de chez Chiquita, choisi pour ses compétences managériales et non élu par la communauté universitaire. Plus récemment, l'augmentation du minerval des étrangers, qui devraient à terme devoir déboursier 12.500 euros pour leur inscription, est révélatrice de l'abandon de la recherche d'un savoir accessible à toutes et tous.*

### L'ULB peut-elle se passer de l'argent des entreprises privées ? Ses moyens sont limités...

*Le manque de financement bien réel de l'enseignement supérieur ne peut en aucune façon excuser le recours au secteur privé. La raison d'être d'une entreprise consiste en sa capacité à générer des profits tandis que les universités ont pour but d'offrir un enseignement public et critique, deux points de vue qui semblent difficilement conciliables. ■*

Propos recueillis par  
**MATHIEU COLINET**

## Pieter Lagrou

Pieter Lagrou enseigne l'histoire contemporaine à l'ULB depuis 2003. Depuis avril 2016, il est membre coopté interne du conseil d'administration de l'ULB.

# « Ce n'est pas un partenariat, c'est juste un contrat locatif »

**P**our Pieter Lagrou, la société McKinsey ne serait, le cas échéant, qu'un locataire.

**Ceux qui sont opposés à toute forme de rapprochement avec McKinsey dénoncent un risque pour l'autonomie de l'ULB. Un risque fondé selon vous ?**

*On peut regarder le dossier pour ce qu'il est ou on peut en faire une bataille symbolique contre le grand capital. Dans la communication, je crois aussi qu'il y a eu un malentendu. On a parlé d'un partenariat. Si c'était d'un partenariat dont il était question, je n'en comprendrais pas la raison d'être. De quoi s'agit-il ? L'ULB a un projet très ambitieux de construction d'immeubles. Pour réaliser ce projet, pour le financer, l'administration réfléchit à la meilleure manière de faire, de mettre en œuvre son autonomie. Deux questions sont à séparer. La première : est-ce envisageable pour l'université de financer la construction sur emprunt tout en amortissant celui-ci par une*

*location ? À cette question, personnellement, j'ai envie de répondre par la positive. Cette décision permettrait à l'université d'accroître son patrimoine même si dans un premier temps, elle est obligée de recourir à la location. La seconde question : peut-on négocier un bail avec une société privée qui nous a approchés à ce sujet ? Je pense que oui. Mais il faut bien négocier. Il ne peut être question de brader le loyer ou d'accorder des conditions favorables à l'un ou l'autre.*

**N'est-ce pas là nouer une relation qui risque d'influencer l'université, son fonctionnement ? Peut-on être sûr que McKinsey n'en a pas l'intention ?**

*Je ne vois pas comment il le pourrait. Il ne s'agit pas d'un partenariat, c'est un contrat de location. Si cela avait été Goldman Sachs, j'aurais dit : « On ne loue pas à Goldman Sachs. » Ça, c'est du grand banditisme. Après, que ce soit McKinsey ou un autre locataire... Du moment*

*qu'il n'y a rien d'inacceptable dans l'identité ou les activités de ce locataire. Il n'est pas question de voix dans le conseil d'administration ou de voix dans le conseil académique pour McKinsey.*

**Qu'on le défende ou pas, McKinsey, c'est quand même très marqué du sceau de la pensée néolibérale ? Ce n'est pas neutre...**

*Dès que c'est une société privée, ce n'est pas neutre. Et si on n'est pas d'accord avec cela, il faut indiquer quelque part que l'ULB ne peut passer aucun contrat avec une société privée. Ce n'est pas le cas. L'ULB a plein de collaborations comme celles-là. C'est ainsi qu'elle a construit le bâtiment Solway, une partie du campus d'Erasmus et surtout le campus de Gosselies. Si on avait un État généreux, on pourrait se permettre d'être totalement dégage. Mais ce n'est pas le cas et l'ULB est en face de gros défis immobiliers. ■*

Propos recueillis par  
M.C.